HAL
open science

Les divisions stratégiques des oppositions syriennes : un leadership impossible ?

Nicolas Dot-Pouillard

To cite this version:

Nicolas Dot-Pouillard. Les divisions stratégiques des oppositions syriennes : un leadership impossible ?. François Burgat et Bruno Paoli (Coord). Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013), La découverte, pp.240, 2013. halshs-01063614

HAL Id: halshs-01063614

https://shs.hal.science/halshs-01063614

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les divisions stratégiques des oppositions syriennes : un leadership impossible ?

Nicolas Dot Pouillard

Depuis le débat de l'insurrection populaire de mars 2011, le régime syrien a su tirer profit de l'état de division systématique des oppositions politiques syriennes. Toutes soumises depuis plus de deux ans au jeu des fusions et des scissions, les coalitions d'opposants se sont multipliées, sans avoir pu réellement, à aucun moment, traduire politiquement les dynamiques de contestation à l'appareil d'État baassiste. Elles ne sont parvenues à s'ériger ni en direction politique légitime du mouvement populaire, ni en organisatrice de la lutte armée.

Leurs divisions ne relèvent pas nécessairement, contrairement à ce que l'on pourrait croire, d'une tension entre l'opposition politique exilée depuis de nombreuses années et les mouvements sociaux apparus spontanément à la faveur de la dynamique révolutionnaire. La coupure entre l'intérieur et l'extérieur reste parfois relative, certains groupes d'opposants exilés ayant en effet conservé, en Syrie même, un réseau de contacts militants. La frontière entre acteurs externes et internes ne constitue pas un facteur d'explication pertinent pour une formation comme le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD) de Hassan Abdel Azim et Haytham Mannah[1], dont l'appareil politique est demeuré, bien antérieurement au

[1] Le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD) a été formé en juin 2011, lors d'une conférence tenue non loin de Damas. Il est majoritairement composé de forces de gauche et nationalistes arabes, souvent nassériennes – Parti d'action communiste (PAC), Union socialiste arabe démocratique. L'un de ses principaux atouts politiques reste la présence dans ses rangs du Parti de l'union démocratique de Salah Muslim, hégémonique sur la scène militaire kurde syrienne.

soulèvement du printemps 2011, implanté en Syrie. De même, le Parti de l'union démocratique (PYD), particulièrement lié au Parti des travailleurs kurdes de Abdullah Öcalan (PKK turc) mais minoritaire sur la scène politique kurde syrienne jusqu'en 2011, constitue en 2013 la principale formation nationaliste kurde, tant sur le plan politique que militaire. Enfin, si les Frères musulmans syriens représentent bien une formation politique exilée, il serait toutefois particulièrement hasardeux de parier sur une totale absence de légitimité du discours politique des Frères à l'intérieur même des frontières syriennes.

Négocier, combattre et s'allier : trois divisions fondamentales

L'absence de leadership politique et le paradigme de la division restent ainsi de mise [Lund, 2012], renforçant, dans une certaine mesure, un appareil d'État baassiste qui fonctionne encore sur le principe d'une nation, une armée, un président, un gouvernement, un parti – soutenu par quelques formations politiques issues de la vieille gauche communiste stalinienne, comme le Parti communiste syrien du défunt Khaled Bagdache ou le Parti de la volonté populaire de l'opposant d'un moment, Qadri Jamil[2] –, autrement dit le principe de l'unité face à la multiplicité des opposants. Une telle situation s'explique aussi par le fait que les oppositions syriennes sont en total désaccord sur la stratégie à mener pour mettre à bas le régime. L'hypothèse est la suivante : l'absence de leadership et l'état de division actuel traduisent moins une tension entre des appareils politiques externes et des mouvements civils et armés internes qu'une série d'oppositions stratégiques touchant pour l'essentiel à trois débats fondamentaux : la question des négociations à mener ou non avec une partie du régime, la nature de l'insurrection et l'orientation qui doit lui être donnée – le débat fondamental sur la nécessité du recours à la lutte armée – et le régime d'alliances régionales et internationales à établir en vue du changement de

On notera que Burhan Ghalioun, futur président du Conseil national syrien, a fait partie des membres fondateurs du CCND, avant de s'en démarquer.

[2] Le Parti communiste syrien de Khaled Bagdache est membre, depuis 1972, du Front national progressiste réuni autour du Parti Baas. Ancien membre du Parti communiste syrien, Qadri Jamil est le fondateur du Parti de la volonté populaire. Se présentant au début de la crise syrienne comme un opposant modéré, il est, depuis juin 2012, vice-ministre pour les affaires économiques.

régime.

L'ensemble de ces débats stratégiques, non tranchés, explique la série d'attaques que les différentes oppositions sont susceptibles de lancer les unes contre les autres. Le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique est ainsi systématiquement suspecté de vouloir négocier avec le régime et de trop parlementer avec les autorités russes, tandis qu'à l'inverse, le Conseil national syrien[3] ou la nouvelle Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne[4] se voient, au gré des circonstances et de leurs propres rapports de forces internes, accusés d'être les instruments des Qataris, des Saoudiens, des Français ou des Américains. Ces clivages stratégiques ne relèvent pourtant pas de querelles de chapelles ou de débats idéologiques abscons : dessiner un régime d'alliances régionales et internationales, imaginer la forme insurrectionnelle la plus pertinente, définir le type de relations à établir ou non avec une partie du régime, c'est aussi penser un certain modèle de transition. Ces divisions originelles – dont on pourrait trouver la généalogie dans les débats qui déchirèrent, au cours des années 2000, l'Alliance nationale démocratique et la Déclaration de Damas[5] – se trouvent par ailleurs renforcées au gré du temps : l'internationalisation du conflit, le caractère de plus en plus existentiel qu'il revêt pour des acteurs régionaux tels que le Qatar, l'Iran ou l'Arabie saoudite et les dynamiques de confessionnalisation ne sauraient jouer qu'au détriment de l'unité des forces de l'opposition. Ces évolutions tendent à peser sur les contradictions qui existaient antérieurement à la crise et à en approfondir les contours. Et la perpétuation du conflit ne fait qu'amenuiser l'espoir d'entrevoir

[3] Le Conseil national syrien (CNS) est né en octobre 2011. Les Frères musulmans en sont la principale composante, mais il réunit également des forces libérales et de gauche à l'instar du Parti du peuple démocratique syrien de l'ancien opposant communiste Ryad al-Turk. Il est présidé par Georges Sabra depuis novembre 2012.

[4] La Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne (CNFROS) a été fondée en novembre 2012 à Doha, en vue d'unifier les différentes composantes des oppositions syriennes. Le Conseil national syrien en fait aussi partie.

[5] L'Alliance nationale démocratique est née en 1979. Composée de forces de gauche et nationalistes arabes, elle donne en partie naissance, à partir de 2011, au Comité de coordination nationale pour le changement démocratique. Elle prend part, en 2005, à la Déclaration de Damas pour le changement national démocratique, aux côtés des Frères musulmans et d'opposants historiques tels que Michel Kilo ou Ryad al-Seif. Cette coalition commence à éclater à partir des années 2006 et 2007, minée par la concurrence interne entre certaines factions de gauche et les Frères musulmans. La Déclaration de Damas fait partie des organisations fondatrices du Conseil national syrien, en octobre 2011.

l'émergence d'un véritable leadership politique au sein de l'opposition syrienne, révélant chaque jour davantage les dissensions qui la tiraillent.

Le régime en vis-à-vis

La problématique de la négociation avec le régime est complexifiée par deux facteurs. D'abord, une absence de répondant de la part du régime lui-même. En dépit de la nomination, en juin 2012, de Ali Haydar, responsable d'une des branches du Parti syrien national social (PSNS), à la tête d'un ministère de la Réconciliation nationale, ou des appels du président Bachar al-Assad à un dialogue national – toujours conditionnés à la mise au pas militaire des groupes armés –, la direction baassiste semble n'avoir jamais abandonné l'option éradicatrice. Ensuite, la mise à l'écart du Commandement national du Baas, renouvelé en juillet 2013[6], de Farouk al-Chareh, dont le nom avait été plusieurs fois évoqué par certaines parties de l'opposition en vue d'une transition négociée, semble confirmer alors le positionnement du régime : la reprise en main par l'armée du centre du pays à partir de juin 2013 et sa double percée sur les fronts de Qousseir et de Homs ont en partie enterré l'espoir d'une solution négociée. Si le régime acceptait de discuter avec l'opposition, ce serait donc à la seule condition d'un rapport de force militaire favorable sur le terrain, et à ses propres conditions, écartant d'emblée une large partie des oppositions politiques, notamment celles les plus liées financièrement et matériellement aux monarchies du Golfe ou à la Turquie.

Une négociation improbable ?

La militarisation croissante du conflit depuis 2012 rend la question des négociations avec le régime de plus en plus complexe pour les oppositions : elle est devenue le principal point de discorde. Le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique reste, depuis le début du conflit, accusé par le Conseil

[6] Il s'agit du premier renouvellement des 16 membres de la direction du parti Baas depuis 2005. Farouk al-Shareh garde cependant le titre de vice-président de la République.

national syrien de promouvoir une politique de discussion avec tout ou partie du régime. L'une de ses principales composantes, le Parti de l'union démocratique kurde, a souvent été suspectée de collaborer avec l'armée syrienne, sur le mode d'un accord tacite[7]. Le Parti de l'union démocratique contrôle les zones kurdes, l'armée syrienne s'en retire, en échange de quoi le PYD mènerait la guerre à l'opposition armée. Cette accusation tend à occulter l'existence d'une stratégie propre au PYD, se traduisant par la création de « zones autonomes » de fait, et des affrontements avec les troupes du régime comme avec celles de l'opposition. Il est vrai, cependant, que le CCNCD reconnaît explicitement la nécessité d'un dialogue avec une partie du régime en vue d'une transition négociée, mais en le conditionnant à la cessation des actions armées sur le terrain et à une trêve bilatérale. Fin janvier 2012, la conférence de Genève, organisée par le Horan Citizenship Forum et le Horan Institute, à laquelle le CCNCD participe, appelait ainsi dans l'article 2 de sa déclaration finale « à l'établissement d'un processus politique à travers des négociations entre le régime et l'opposition » [Déclaration de Genève, 2012]. Si le CCNCD entretient certains liens avec les chancelleries occidentales, il met également l'accent sur la nécessité de contacts renforcés avec la Russie, qu'il considère comme un partenaire indispensable au règlement de la crise politique en Syrie. En septembre 2012, l'organisation d'une conférence à Damas par le CCNCD, autorisée par les autorités, déclencha une polémique interne au Comité : le mouvement Ma'an (Ensemble)[8], membre du Comité, refusa de participer à la rencontre, alors que l'un des principaux dirigeants du CCNCD, Abdelaziz al-Khayyer, fut arrêté par les services syriens le jour même de la réunion[9].

La question des négociations avec le régime constitue donc un facteur de dissension important au sein des mouvements d'opposition, longtemps favorables au départ sans condition de Bachar al-Assad**.** Si la Coalition nationale syrienne est fondée sur le principe, énoncé dans le texte de la conférence de Doha de novembre 2012, de la

[7] Voir la contribution d'Arthur Quesnay et de Cyril Roussel dans ce volume.
[8] Le mouvement Ma 'an est une structure civile membre du CCNCD. Elle a été particulièrement active dans l'organisation des premières manifestations du printemps 2011.
[9] Abdelaziz al-Khayyer, membre de la direction du Comité de coordination nationale et figure historique du Parti de l'action communiste (PAC), a été arrêté sur la route de l'aéroport de Damas, alors qu'il revenait d'un voyage en Chine. Il est depuis porté disparu.

chute inconditionnelle du régime, l'acceptation par son dirigeant et porte-parole, Moaz al-Khatib, en janvier 2013, de la possibilité d'un dialogue direct avec des représentants du gouvernement syrien a montré que l'unanimité n'était plus de mise lors des réunions du Caire, d'Istanbul ou de Tunis. Bien que le Conseil national syrien ait aussitôt condamné les propos de l'ancien recteur de la mosquée des Omeyyades, ce geste entérinait la création d'une ligne de fracture qui partagerait désormais les opposants, reflétant par ailleurs la concurrence au sein de la Coalition entre les Frères musulmans, proches du Qatar et plus propres à l'intransigeance politique vis-à-vis du régime baasiste, et la personnalité d'un Moaz al-Khatib, plus proche d'un clan saoudien réputé mieux disposé à la négociation.

On voit ici tout le paradoxe de la situation : plus le conflit se militarise et se prolonge, plus la nécessité de négociations avec tout ou partie du régime s'impose à une partie au moins des oppositions syriennes. Pourtant, la reprise en main partielle du terrain par l'armée régulière éloigne les perspectives d'un règlement politique négocié.

La voie des armes ou « guerre à la guerre » ?

La question de la lutte armée est l'objet de trois lectures contradictoires. Pour une partie des oppositions politiques, si elle reste compréhensible, et si le régime porte bien l'entière responsabilité de la militarisation progressive de la révolution, elle ne peut cependant conduire qu'à la confessionnalisation du conflit et à une forme d'autonomisation de la violence, dont le résultat serait bien l'enterrement du mouvement populaire des premiers mois. Cette position se trouve partagée aussi bien par le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique que par d'autres petites formations de l'opposition externe et interne : le Forum démocratique[10], conduit par Michel Kilo, ou le mouvement Construire l'Etat syrien[11]. Ces mouvements sont les initiateurs de « l'Appel de Sant' Egidio », en juillet 2012, qui s'oppose radicalement à la lutte armée, et dont le premier article précise que « le

[10] Le Forum démocratique a été fondé au Caire en mai 2012. Son principal représentant, Michel Kilo, a participé à une série de négociations en vue d'un cessez-le-feu entre l'Armée syrienne libre et le Parti de l'union démocratique kurde en février 2013.

[11] Le courant « Construire l'Etat syrien », notamment représenté par Louay Hussein, a été fondé en septembre 2011.

choix de la solution militaire, qui ne tient pas compte des demandes portées par la révolte pour la liberté et la dignité du peuple syrien, a conduit à la diffusion de la violence, à la perte d'un trop grand nombre de vies humaines et à des destructions généralisées[12] ».

La Coalition nationale syrienne, et notamment sa principale composante, le Conseil national syrien, procède à une lecture exactement inverse : le régime étant le premier à avoir utilisé les armes contre l'insurrection populaire, le choix de s'armer s'est imposé à cette dernière. Les tenants de cette ligne la complètent par un appel à une aide militaire internationale et une zone d'exclusion aérienne, indispensables, à leurs yeux, dans le cadre d'une guerre asymétrique contre un appareil militaire régulier. Aussi la communauté internationale est-elle l'objet de nombreux reproches, dont celui de faire perdurer le conflit en ne dotant pas les membres de l'Armée syrienne libre des ressources militaires et financières nécessaires pour affronter les troupes du régime. Dans une interview accordée au quotidien panarabe *al-Hayat*, en janvier 2013, Georges Sabra, président du Conseil national syrien, rappelait que « l'Armée syrienne libre a besoin de bien plus de soutien que ce qui lui a été accordé. L'opposition syrienne a attendu, jusqu'à maintenant, un ensemble de promesses qui lui ont été données lorsque la Coalition a été formée pour supporter l'Armée (syrienne libre) financièrement, politiquement et militairement[13] »

La troisième lecture de la militarisation de l'insurrection est celle des structures d'opposition civiles internes, au cœur des premiers mouvements populaires du printemps 2011. Les Comités locaux de coordination reconnaissent la légitimité totale de la lutte armée et de l'Armée syrienne libre, sans pour autant ménager leurs critiques à l'égard de celle-ci. Aussi, ont-ils demandé aux différents bataillons combattants sur le terrain, en août 2012, de respecter un code de conduite moral et éthique. En octobre de la même année, ils ont critiqué sans ménagement l'Armée syrienne libre pour

---

[12] « Syrie : appel des oppositions réunies à Sant'Egidio pour une solution politique », http://www.santegidio.org/pageID/3/idLng/1063/id/5355/Syrie__appel_des_oppositions_r%C3%A9unies_%C3%A0_Sant_Egidio_pour_une_solution_politique.html, mis en ligne le 26 juillet 2012.

[13] Muhammed Mekki Ahmad et Georges Sabra, "Syrian opposition leader calls for greater support", al-Monitor, janvier 2013, http://www.al-monitor.com/pulse/politics/2013/01/syrian-opposition-official-calls-for-greater-support.html

l'enlèvement d'un journaliste libanais du quotidien *al-Akhbar*, Fida Itani, soupçonné d'être proche du régime.

Ces différents positionnements ne sont cependant pas toujours exempts de contradictions. Hostile à la lutte armée, le Comité de coordination nationale n'en garde pas moins dans ses rangs le Parti de l'union démocratique kurde, qui constitue au nord de la Syrie l'une des principales forces armées non régulières. La Coalition nationale syrienne, quant à elle, doit soutenir l'Armée syrienne libre. Mais il lui faut dans le même temps se démarquer des groupes djihadistes, peu soucieux de répondre à ses ordres et dont la présence dissuade certaines puissances occidentales de lui accorder plus de soutien militaire. La Coalition n'a cependant pas les moyens, à elle seule, d'impulser une dynamique qui ferait de l'Armée syrienne libre le seul acteur de la lutte armée. Brandi par le régime, l'épouvantail de l'islamisation de l'insurrection est aussi un élément rhétorique majeur des opposants à la militarisation du conflit.

Qui s'allier, qui s'aliéner ?

Il convient de noter que ces opposants à la militarisation du conflit se trouvent également être à l'avant-garde de la dénonciation de l'alliance du Conseil national syrien et de la Coalition nationale avec des États tels que le Qatar, la Turquie ou l'Arabie saoudite. Plus marqué à gauche et héritier d'une certaine forme de nationalisme arabe, le Comité de coordination nationale fait preuve d'une certaine cohérence politique : ses animateurs expriment des craintes face à l'islamisation de l'insurrection, à l'heure où la région se trouve traversée par la montée en puissance des Frères musulmans, l'affirmation d'un salafisme armé transnational et le renforcement des dynamiques de confessionnalisation, avec la constitution d'un axe sunnite passant par la Turquie et le Qatar, et opposé à l'Iran. Pour éviter de faire du conflit syrien le nouveau paradigme de la guerre confessionnelle régionale, des discussions multilatérales devraient être menées avec des États tels que l'Iran.

Des axes hétérogènes

Une véritable politique des axes s'est dessinée entre 2011 et 2013, faisant de la Syrie une forme d'État-tampon et de ligne de démarcation entre diverses puissances régionales, l'opposition entre l'Iran et les monarchies du Golfe s'y jouant par intermédiaires militaires et politiques. Le Conseil national syrien est fondé à Istanbul, et l'une de ses premières conférences nationales s'est tenue à Tunis en décembre 2011 – un choix qui n'est pas seulement lié à la symbolique révolutionnaire d'un pays qui aurait mis le feu à la plaine, mais aussi à celui du poids désormais incontournable du parti islamiste Ennahda dans la nouvelle Assemblée constituante, ce parti ne cachant pas son fort soutien au processus révolutionnaire syrien. La Coalition nationale syrienne prend pied à Doha, au Qatar. Cependant, la nature même de ces axes régionaux semble parfois, pour le moins, traversée de profondes contradictions et ne dessine pas des arcs homogènes.

Ainsi, la nomination, en mars 2013, d'un Premier ministre, Ghassan Hito, à la tête d'un gouvernement provisoire syrien[14] a révélé les profondes divisions qui minaient alors, et pour longtemps, la Coalition nationale syrienne : soutenue par le Qatar et les Frères musulmans syriens, sa candidature provoqua les foudres de l'Arabie saoudite. La monarchie saoudienne, pour des raisons à la fois liées à sa scène politique interne et à son poids régional, se trouve alors confrontée à un véritable dilemme : favorable à un mouvement révolutionnaire syrien qui mettrait à bas le principal allié de l'Iran dans la région, elle redoute cependant que l'islamisation incontrôlée de l'insurrection armée ou le poids des Frères au sein de l'opposition ne la desserve. La politique des axes n'empêche pas de singulières convergences d'intérêts : le régime syrien et l'Arabie saoudite saluèrent chacun, en juillet 2013, la déposition du président égyptien Mohammed Morsi – certes pour des raisons différentes – et tous deux se satisfont de la contestation populaire du gouvernement de l'AKP en Turquie. La Coalition nationale syrienne exerce ainsi, un an après sa création, un leadership

[14] Riyad et Doha semblaient pourtant s'être préalablement accordées sur un candidat consensuel, Assad Mustapha. Ghassan Hito a démissionné de son poste de Premier ministre intérimaire en juin 2013. Cette démission est à mettre en parallèle avec la nomination d'un proche de l'Arabie saoudite à la tête de la Coalition nationale, Ahmad Assi Jarba, en remplacement de Moaz al-Khatib.

fantôme. En vertu du manque de clarté de l'axe géopolitique qu'elle a choisi, minée par les divisions entre Doha et Riyad, elle souffre de l'ambiguïté et de l'indécision de la politique américaine et occidentale et du fait que ses partenaires ne répondent pas, ou seulement avec retard et atermoiements, à ses demandes financières et surtout militaires.

Face aux divisions, la résilience du régime

Le régime syrien est évidemment le premier à pouvoir tirer profit de ces divisions. L'offensive militaire lancée à Homs et à Qousseir à la fin du printemps 2013, sans constituer un tournant décisif dans la lutte contre l'insurrection armée, s'inscrit cependant dans un moment politique singulier : le régime gagne en résilience grâce à la division de ses opposants politiques, minés par leurs désaccords stratégiques, et sans leadership assuré. Ces évolutions croisent au même moment un certain essoufflement des processus protestataires et des transitions politiques à l'échelle du monde arabe. Plus de deux ans après le début du soulèvement, les premiers alliés de la révolution syrienne connaissent de vraies difficultés. La Troïka gouvernementale tunisienne est affaiblie, les Frères musulmans égyptiens ont subi un revers politique d'ampleur. L'AKP turc, même si le mouvement protestataire de la place Taksim a été rapidement étouffé, a montré ses limites et ses faiblesses. Le Qatar doit gérer sa nouvelle transition politique, et les principaux soutiens du régime, de l'Iran au Hezbollah, en passant par la Russie, semblent camper sur leurs positions en pariant sur le temps long du politique. Les mouvements populaires de contestation pourront se poursuivre et l'opposition armée, combattre indéfiniment les forces régulières : en l'absence de correspondants et de débouchés proprement politiques et d'une opposition unifiée, ils se heurteront sans doute pour longtemps encore à la résilience du régime.